

Permission

Al-Balagh, 13 décembre 1945.

Ne t'avais-je pas dit que le Conseil des ministres, cette fois, préfère le sérieux et la fermeté, et est résolu à conserver son droit à la souveraineté, à l'autorité et à la prééminence, entier, complet et sans la moindre atteinte ? Ne t'avais-je pas dit que nos ministres sont des croyants, et que le croyant ne se laisse pas mordre deux fois par le même trou, et que l'homme sage et avisé est celui qui tire profit de l'expérience du temps et des leçons des jours passés ? Et que nos ministres avaient répondu au comité politique en septembre dernier, et avaient entériné son avis selon lequel ce moment était le plus propice de tous pour entamer les négociations afin de conquérir les droits de l'Égypte — aiguisant ainsi l'appétit du comité politique pour eux-mêmes et pour leur autorité, et lui laissant croire, à lui et aux gens, qu'il était devenu le pouvoir suprême, appelant et étant entendu, ordonnant et étant obéi, parlant et étant écouté ?

Et Son Excellence Sidqi Pacha fut le plus prompt des membres du comité à saisir cette occasion et à tirer profit de ce précédent, s'imaginant pouvoir s'adresser aux ministres comme il l'entendait — comme un peuple dédaigné s'adressant à un gouvernement qui le craint — tout comme la prêtresse d'Apollon s'adressait jadis à ceux qui venaient chercher son oracle. Les ministres remarquèrent tout cela et s'en trouvèrent importunés, ainsi que du comité politique, comme s'ils s'étaient dit : comment échapper à l'obéissance envers le Parlement pour nous retrouver empêtrés dans l'obéissance envers le comité politique ?! Mais les événements les contraignirent néanmoins à recourir à ce comité politique, dans l'espoir qu'il écarterait d'eux le mal et les protégerait du malheur.

Ce fut alors que le ministre des Finances fit ce qu'il fit : il réunit son parti, prit sa grave décision, et souleva cette tempête dévastatrice — mais légère et douce malgré tout ! Là-dessus, certains dirent aux coalisés en désaccord : prenez le comité politique comme arbitre dans le différend qui vous divise. Les coalisés en désaccord étaient, de tous les gens, les plus désireux de voir les choses rentrer dans l'ordre, pour que Makram Pacha retourne au ministère des Finances, et que le Nokrashî Pacha poursuive ses contacts et ses ruptures, et son travail de préparation pour hâter les négociations ou les ajourner. La proposition d'arbitrage fut à

peine formulée que l'heureuse époque tout entière s'y accrocha, comme un homme qui se noie et va périr s'accroche à la moindre chose. Mais le comité politique se prit lui-même au sérieux, comme une affaire grave et non une plaisanterie, et s'octroya une autorité que ni les lois ni les décrets ne lui avaient accordée ; il se réunit donc, écouta, et rendit son jugement — comme le Président du Conseil devrait le dire lui-même, ou comme César l'avait dit jadis.

Et le ministre des Finances en sortit la tête haute, la dignité intacte, la voix forte, le visage radieux, marchant sur la terre avec allégresse, comme s'il voulait fendre la terre, ou atteindre la hauteur des montagnes. Car le comité politique avait tranché en sa faveur contre son chef, et avait décidé, entre autres choses, qu'il fallait commencer immédiatement les négociations. Or la décision du comité politique avait été rendue de nuit, et les paroles de la nuit — comme le disent les proverbes populaires — sont faites d'écume, ou enduites d'huile : elles ne tiennent que tant que dure le froid et l'obscurité de la nuit, et dès que le soleil se lève avec la lumière de son Seigneur, les paroles de la nuit fondent et se dispersent avec le vent. Et tel fut le destin de la décision que prit le comité politique dans la nuit de mercredi dernier : le soleil de jeudi se leva sur elle, et un tiers en fondit ; puis le soleil de vendredi se leva sur elle, et un deuxième tiers en fondit ; puis le soleil de samedi se leva sur elle, et son dernier tiers faillit fondre tout entier, si le Conseil des ministres ne s'était réuni à midi ce même jour pour préserver la moitié de ce dernier tiers, l'enveloppant d'un peu de glace dans l'espoir qu'elle tiendrait face au soleil d'hiver. Et cette glace aurait bien pu préserver ce qui restait de la décision du comité politique, si la discussion des ministres lors de la réunion du samedi n'avait pas été plus chaude et plus brûlante que le soleil d'hiver lui-même ; si bien que la décision du comité politique fondit tout entière, et avec elle fondit la glace qui l'entourait, et le ministre des Finances en sortit la tête basse, la voix éteinte, marchant sur la terre avec douceur, comme s'il marchait dans les airs. Car le Conseil des ministres avait tranché, en faveur de son propre chef, contre lui et contre le comité politique tout entier, et Makram Pacha eut besoin d'un jour, ou de plusieurs jours, de retraite, pour recouvrer sa force et retrouver sa vigueur, et pouvoir reprendre le combat — le grand combat, bien entendu, car le combat de Makram Pacha ne pouvait être qu'un grand et grave combat. Ce qui importe, c'est que le Conseil des ministres ne s'est pas soumis à l'ordre du comité politique, et n'a pas accepté d'être dominé par lui, ni d'être dominé par le ministre des Finances.

On avait pensé que le comité politique prendrait cette affaire avec indulgence et bonne humeur — comme il avait pris l'affaire du « moment opportun » en septembre dernier — mais lorsqu'il vit du sérieux et de la fermeté chez lui, il lui montra à son tour du sérieux et de la fermeté ! Et pourtant le Conseil des ministres se réunira ce soir pour examiner la situation politique, et pour décider si le moment est propice ou non à la demande d'ouverture des négociations, et pour décider s'il est bon ou mauvais de se risquer à ce pas audacieux. Quel est donc le sens de cette troisième réunion ? Le Conseil des ministres s'est-il satisfait lui-même, après avoir infligé sa dure leçon au comité politique et au ministre des Finances, et après avoir montré à tout le monde qu'il donne les ordres sans les recevoir, et qu'on lui obéit sans qu'il obéisse, de sorte qu'il a décidé de reprendre son examen à nouveau, de sa propre initiative, ni sur l'ordre du comité politique, ni par crainte des menaces du ministre des Finances ? Ou bien le Conseil des ministres s'est-il simplement donné un peu de temps pour tuer la question par l'étude, l'examen, l'analyse et l'enquête, et pour la trancher ce soir avec réflexion et clairvoyance ? Ou bien y a-t-il des choses que les gens aperçoivent de loin, sans pouvoir presque y mettre la main ? Car on nous a dit qu'un télégramme était arrivé de Londres, envoyé par le secrétaire aux Affaires étrangères au Président du Conseil, et que ce fut la cause de l'ajournement de la grave décision et de la retraite du grand combattant. Puis on nous a dit aujourd'hui que notre ambassadeur à Londres s'est rendu plus d'une fois chez le secrétaire britannique aux Affaires étrangères — qu'il ait rencontré le secrétaire lui-même ou ses collaborateurs, je ne sais. Et il fut dit, entre-temps, que le secrétaire britannique aux Affaires étrangères pourrait prendre, pour se rendre à Moscou, la longue route, afin de s'arrêter au Caire un jour, ou une partie d'un jour ; puis nous avons appris, en fin de compte, qu'il prendrait la route courte, ne visitant donc pas l'Orient, mais s'arrêtant peut-être à Berlin.

On nous a dit tout cela — qu'est-ce que cela signifie donc ? Cela signifie quelque chose de fort simple, qui ne demande guère d'intelligence, ni une meilleure interprétation. Car ce n'est pas le comité politique qui négociera avec le Nokrashi Pacha les droits de l'Égypte, ni le ministre des Finances qui négociera avec le Nokrashi Pacha les droits de l'Égypte, mais bien M. Bevin, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, avec qui les négociations seront réellement menées. Et il se peut donc que ce soit une marque de bon goût, de manières délicates et courtoises, voire de bonne tenue et de bon tact, que de demander au secrétaire britannique aux Affaires étrangères la permission de

l'approcher pour lui demander d'ouvrir les négociations, tôt ou tard. Et les sages ont dit : l'homme résolu est celui qui mesure où poser le pied avant de faire un pas, afin de ne risquer ni le faux pas ni la chute. C'est donc une marque de bon goût et d'habileté politique que de demander à M. Bevin la permission de l'approcher avec cette requête ; et s'il nous l'accorde, nous présenterons cette requête, et Makram Pacha sera satisfait, et le comité politique sera satisfait, et les choses iront à leur terme ; et s'il ne nous l'accorde pas, nous placerons le comité politique et le ministre des Finances devant les faits nus et accomplis, et leur en ferons porter la responsabilité, et nous leur dirons : choisissez entre l'ajournement des négociations jusqu'à ce que les Anglais les permettent, et l'effondrement de l'heureuse époque dès ses fondations. Et il n'y a aucun doute qu'ils choisiront alors d'ajourner les négociations jusqu'à ce que les Anglais les permettent.

Je crois que la chose est parfaitement claire, sans ambiguïté ni obscurité, et que cette semaine écoulée entre la décision du comité politique et la réunion de ce soir du Conseil des ministres n'est rien d'autre qu'une semaine de demande de permission. On aurait pu demander cette permission et l'obtenir, ou se la voir refuser, en un jour ou deux ; mais l'esprit du secrétaire britannique aux Affaires étrangères n'est pas inoccupé, et il n'est pas tout entier absorbé par les problèmes des Égyptiens — il est occupé par d'autres problèmes qui sont peut-être plus graves et plus compliqués que les problèmes des Égyptiens. En tout cas, on lui a demandé la permission d'être approché par la demande de négociations, et il l'accordera ou la refusera, comme nous le verrons ce soir ou demain matin — et cela suffira.

Et c'est ainsi que le Président du Conseil a lui aussi suivi le chemin de la sagesse et de la prévoyance, apprenant à présent s'il doit avancer ou reculer, négocier ou ne pas négocier ! Pendant ce temps, les bruits se multiplient en Orient et en Occident selon lesquels un accord serait intervenu entre les Britanniques et les Français pour évacuer ensemble, prochainement, la Syrie et le Liban. Combien nos frères syriens et libanais sont heureux, et combien nous sommes heureux, nous aussi, de ce grand bienfait qui leur sera bientôt accordé, si Dieu le veut ! Car ils obtiendront l'évacuation de leur pays avant même que nous ayons négocié avec les Anglais l'évacuation du nôtre, et ils obtiendront l'évacuation de deux grandes puissances de leur pays avant même que nous osions négocier avec une seule grande puissance l'évacuation du nôtre ; car nous sommes un peuple sage, qui préfère la patience et la

lenteur, et qui ne doit ni devancer les événements ni se hâter. Car le destin a déjà décrété ce qui doit inévitablement arriver ; et si le destin a écrit que les Anglais devaient évacuer l'Égypte, ils l'évacueront un jour, que nous négocions avec eux ou non ! Et si le destin a écrit que les Anglais devaient rester en Égypte, ils y resteront, que nous négocions avec eux l'évacuation ou non !

Et donc, nous avons raison de prendre notre temps et de différer, et nous avons peut-être raison de préférer le repos, et de laisser au seul destin le soin de faire évacuer les Anglais d'Égypte, si cette évacuation est inscrite sur la Table préservée.

Oui, nous devons nous réjouir sincèrement, et nous féliciter de bon cœur du succès de nos frères syriens et libanais dans l'obtention de l'évacuation des armées étrangères de leur pays, et leur souhaiter encore plus de liberté, de dignité et d'honneur, et prier Dieu, puissant et exalté, de nous toucher d'une aile de Sa miséricorde, afin qu'Il nous joigne à nos frères syriens et libanais sur leur chemin vers l'honneur, la dignité et l'indépendance.

Et ce qui est étrange, c'est que notre Président du Conseil est pleinement satisfait de lui-même, pleinement confiant dans sa politique, convaincu qu'il sert l'Égypte de la meilleure façon possible ! N'a-t-il pas maintenu l'ordre en elle, et ne l'a-t-il pas contrainte au silence, et à se consacrer à sa propre vie, satisfaite d'elle-même et contente d'elle-même ?! Et que voudrait l'Égypte de plus que de voir ses fils vivre nourris quand ils trouvent de quoi manger, et vêtus quand ils trouvent de quoi se vêtir ?!

Or le Président du Conseil n'est pas le seul à être satisfait de lui-même, car nos alliés anglais sont satisfaits de lui aussi ; n'as-tu pas lu les louanges du Times à son égard ?! Et quand les Anglais sont satisfaits, le monde sourit et les espoirs s'éclairent, car c'est la satisfaction des Anglais qui compte et qu'il faut considérer, et c'est la colère des Anglais dont il faut se garder et qu'il faut redouter. Quant à la démission du Dr Hamid Mahmoud et de ses compagnons du parti du Président du Conseil, mécontents de sa position sur la question égyptienne, c'est là une chose de bien peu de conséquence. Ce qui importe, par-dessus tout, c'est que les Banu Tamim ne se mettent pas en colère. Le poète ancien n'a-t-il pas dit :

Si les Banu Tamim se mettent en colère contre toi, tu croirais que tous les hommes se sont mis en colère ?!

Et les Banu Tamim, bien entendu, ce sont nos alliés anglais.